

La République en quête d'une union nationale

Bis repetita. En 1894, en pleine affaire Dreyfus, dans une France divisée, un gouvernement de Défense républicaine est formé, à la demande du président de la République, rassemblant des ministres de droite et de gauche. Une équation complexe et plus que jamais d'actualité...

Il y a cent trente ans, le 15 octobre 1894, était arrêté le capitaine Dreyfus: soupçonné de trahison depuis la découverte d'un bordereau manuscrit dans la corbeille à papier de l'attaché militaire allemand, il est soumis à une dictée et la relative similitude des écritures suffit à le mettre au secret. Condamné par le conseil de guerre le 22 décembre 1894, dégradé publiquement le 5 janvier 1895, il part pour le bagne de la Guyane en février.

Au fil des ans, toutefois, le dévoilement de l'erreur judiciaire suscite une forte agitation entre dreyfusards et antidreyfusards. Les nationalistes accusent les défenseurs d'Alfred Dreyfus d'être stipendiés par un mystérieux «syndicat juif» et de salir l'armée. Duels, bagarres, manifestations antisémites créent une situation explosive.

Un climat menaçant de guerre civile

Les législatives de mai 1898 sont dominées par l'affaire Dreyfus, quatre mois après la publication retentissante de l'article «J'accuse...!» d'Émile Zola à la une du quotidien *L'Aurore*. La République, qui avait résisté à



la montée du boulangisme dix ans plus tôt, est confrontée à une nouvelle menace de déstabilisation, voire de guerre civile. C'est pourquoi le président de la République, Émile Loubet, confie en juin 1899 à Pierre Waldeck-Rousseau la mission de constituer un gouvernement de Défense républicaine, fondé sur une large union.

Ancien ministre de l'Intérieur de Léon Gambetta et de

Jules Ferry, Waldeck-Rousseau est, selon l'expression consacrée, «républicain modéré, mais non modérément républicain». C'est lui qui a donné une existence légale aux syndicats, en 1884; lui également qui a puni du bagne la récidive, l'année suivante. Comme les autres gouvernements de cette époque, le cabinet Waldeck-Rousseau ne compte que treize membres: douze

Bordereau

« Mon cher Dreyfus, nous voulons l'apaisement, aussi je vous nomme le grand chef des casseroles au ministère », déclare le président du Conseil, Waldeck-Rousseau. Caricature, v. 1900.



Inclusif



Il y a peu, j'ai traversé une manifestation propalestinienne dans Paris. Une blondinette perchée sur une estrade, comme possédée par l'esprit de Trotsky, conspuait le capitalisme devant une foule bigarrée de femmes voilées, de retraités en vêtements à fleurs et de jeunes gens aux cheveux bleus. J'entendis alors une demoiselle s'extasier sur « l'inclusivité » de l'événement. Il y a encore dix ans, personne n'utilisait ce mot. Aujourd'hui, celui-ci désigne de manière positive l'envie de former une société en agrégeant les membres des communautés : les LGBTQIA+, les handicapés, les adeptes d'une religion, etc. Bref, nous formerions une société mosaïque où chacun revendiquerait d'abord une identité grégaire. Le concept d'inclusion sociale est né dans les années 1970 sous la plume du sociologue allemand Niklas Luhmann. Il a ensuite été popularisé par les milieux militants et les médias dans les années 2010. L'objectif de l'inclusivité est louable : il s'agit de faire en sorte que chacun, y compris les enfants, soit, selon la *Laidlaw Foundation*, « un membre valorisé et respecté de sa communauté et de la société ». La définition de l'inclusivité est donc indissociable de celle de communauté. Elle peut ainsi être perçue comme antagoniste du droit à l'indifférence au cœur de nos valeurs républicaines.

Dans ce cas, chacun est avant tout un citoyen. Sa couleur, sa sexualité, sa religion importent peu. La France peut en effet s'enorgueillir d'avoir offert au monde en 1789 la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen : les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. En latin, *inclusio* se traduit par « emprisonnement ». Est-ce à dire que l'inclusion nous enferme d'abord dans une communauté avant de nous permettre de faire société ? Ne vaudrait-il pas mieux accueillir l'autre comme un autre soi en faisant fi des différences ? Cela, l'Histoire nous le dira... 

ministres et un sous-secrétaire d'État aux Postes. L'originalité réside plutôt dans sa composition : des modérés, des radicaux, mais aussi, au ministère de la Guerre, le général marquis de Galliffet dit « le fusilleur de la Commune », et au ministère du Commerce et de l'Industrie, pour la première fois, un socialiste : Alexandre Millerand. Avocat des grévistes et du vieux communard Jean-Baptiste Clément, l'auteur du *Temps des cerises*, Millerand est un ancien radical qui cherche une synthèse raisonnable entre collectivisme et républicanisme.

« Antiministérialistes » et « antimillerandistes »

Dès 1896, à Saint-Mandé, il a prononcé un discours remarqué en faveur d'un socialisme légaliste et progressif, tournant le dos à l'activisme révolutionnaire : « Si nous regardons haut, toujours plus haut, nous ne perdons point pied pour cela ; nous gardons contact avec le sol résistant et solide... »

Si Jaurès approuve la participation de Millerand à un cabinet « bourgeois », la querelle du ministérialisme divise les socialistes, d'autant que certaines tendances du mouvement ouvrier, comme les guesdistes, considèrent qu'ils n'ont pas à se préoccuper de l'affaire Dreyfus, dont l'unique intérêt serait de diviser la classe dominante. Enfin, l'antisémitisme est aussi présent à gauche, la figure du Juif se réduisant pour certains à celle du financier. Aussi nombre de socialistes, en 1899, se définissent-ils comme « antiministérialistes », « antiparticipationnistes » et « antimillerandistes »...

Le 27 juin 1899, la Chambre se réunit pour entendre la déclaration de Waldeck-Rousseau. Le climat est électrique. À peine le président Deschanel lui a-t-il donné la parole que l'extrême gauche s'exclame : « Vive la Commune ! » « S'agissant de maintenir intact le patrimoine commun, nous avons pensé que les divisions de parti devaient s'effacer », affirme le nouveau président du Conseil, mais les interruptions pleuvent, puis les interpellations se font sévères. Ernest Roche, antidreyfusard venu de la gauche, conteste violemment que la République soit en danger. « Mais ce que vous ferez moins croire encore que tout le reste, à ce peuple exploité, victime éternelle de toutes les répressions, c'est que, pour défendre la République, vous ayez eu besoin d'aller chercher un général qui s'est baigné dans le sang des républicains, qui s'est illustré dans la "semaine sanglante" [dernier épisode de la répression de la Commune, du 21 au 28 mai 1871, ndlr] et qui, après avoir été le plat valet de l'Empire, est devenu le bourreau de la République ! »

L'ordre du jour soutenant le nouveau gouvernement est adopté à une courte majorité, par 262 voix contre 237, mais le cabinet Waldeck-Rousseau tiendra jusqu'au 3 juin 1902, soit presque trois ans : le record de longévité sous la III^e République.  BRUNO FULIGNI

L'auteur, maître de conférences à Sciences Po, a signé 30 livres sur l'histoire politique et policière de la France. Il vient de publier *Parlez-vous poloche ? Petit dictionnaire d'argot politique et parlementaire* (Hémisphères).

Le test de la renverse

L'omnibus à impériale est inventé au milieu du XIX^e siècle à Paris et se propage dans toute l'Europe au début du XX^e siècle. Ce véhicule transforme le réseau des transports urbains des grandes villes en doublant le nombre de passagers. Mais, peu après leur mise en circulation, on déplore plusieurs accidents en 1910 et 1911. Ces événements précipitent la disparition des bus à deux étages à Paris. La capitale britannique, elle, fait un choix différent, au point que les grands bus rouges sont devenus un symbole londonien. Il faut dire que le centre de gravité de ces véhicules est bien différent de celui des bus standards. Les accidents des années

1910 sont principalement dus à des renversements. Les manœuvres peuvent être délicates car l'engin est rapidement déséquilibré, d'autant plus quand il est chargé.

Bien que rencontrant les mêmes difficultés que les Parisiens, les Anglais ont pourtant conservé ce système de double étage. Ils ont adopté les pneumatiques pour poids lourd dès leur commercialisation dans les années 1920 et, surtout, ils ont mis en place des tests fréquents de stabilité. Ces examens avaient pour but de pencher les véhicules jusqu'à une certaine limite, 40 ou 50 degrés, afin de tester le point d'inclinaison maximum avant la chute. C'est dans ce contexte que l'agence Central News réalise en 1933 cette surprenante photographie.  FANNY VERDIER



Angle aigu Essai de stabilité d'un bus anglais, en 1933. BNF-Gallica.



WARWICKSHIRE COUNTY COUNCIL COLLECTION/SP

Henri VIII refait surface

Sainte huile. Disparu depuis plusieurs siècles, un portrait du roi d'Angleterre Henri VIII (1491-1547) vient d'être redécouvert par un historien de l'art de Sotheby's sur le réseau social X. Celui-ci a identifié l'huile sur panneau grâce à une photo publiée le 4 juillet dernier par Team Cox, lord-lieutenant du Warwickshire. Le portrait, reconnaissable grâce à son cadre au sommet arrondi, se trouvait dans sa demeure du Warwickshire, dans le centre de l'Angleterre. La peinture appartenait à une série de plusieurs tableaux représentant des souverains du Royaume-Uni, peints en 1590 par un artiste nommé Sheldon Master. Vendues aux enchères en 1781, la plupart des œuvres avaient alors disparu des archives historiques. En bon état, la toile ne présente que quelques dégradations, à l'image de l'usure au niveau des joints et d'une fissure sur le panneau en bois.  MÉLANIE TUYSSUZIAN

Les îles de l'ire et de la discorde

Diplomatie. La récente crise sahraouie remet en lumière les confettis problématiques – et méconnus – de l'empire colonial espagnol, éparpillés le long de la Méditerranée.

Cet été, la mer Méditerranée a battu un nouveau record de chaleur. Et cette canicule marine se double d'un coup de chaud entre différents États riverains à propos des reliquats coloniaux de la Couronne espagnole, empire mondial sur lequel, on le sait, «le soleil ne se couchait jamais».

Un chapelet de «petits Gibraltar»

Dans une région riche en poudrières, le Maroc revendique la souveraineté sur le Sahara occidental, protectorat espagnol créé en 1884 et annexé par Hassan II en 1975. Avec l'appui des États-Unis depuis 2021 (puis de la France cet été), Rabat entend en finir avec les revendications indépendantistes du Front Polisario, soutenu par l'Algérie voisine. L'élection présidentielle algérienne, qui se tient ce mois-ci, risque d'instrumentaliser un peu plus la question et de refroidir encore les relations avec Paris. La politique extérieure espagnole reste ainsi marquée, dans la région, par son passé, qui se rappelle dans la géopolitique du XXI^e siècle.



Reconquista En 2002, les Marocains dénoncent «l'occupation» de l'îlot Persil (à l'arrière-plan), à quelques dizaines de mètres de la côte africaine, propriété portugaise en 1415 passée à l'Espagne sous le statut de «territoire de souveraineté».

Car, après la Reconquête, à la fin du XV^e siècle, et avant de s'éparpiller sur le globe, l'Espagne a multiplié comptoirs et places fortes au Maghreb. Ces enclaves, parfois pas plus grandes qu'un rocher, ont survécu à la décolonisation et empoisonnent régulièrement les relations entre Rabat et Madrid. En juin dernier, l'*Armada española* a envoyé son patrouilleur *Tagomaro* longer les côtes de l'îlot Persil – possession hispanique de 0,15 km² plantée à... 200 mètres de la côte marocaine, à la grande colère de Rabat. Ce minuscule rocher – qui, dans *L'Odyssée*, passe pour abriter les amours d'Ulysse et de Calypso – fait partie du territoire espagnol, donc européen, tandis que le Maroc le considère comme un «territoire occupé».

Parmi les autres *plazas de soberanía* revendiquées par les Marocains depuis 1956, on trouve les villes de Ceuta et Melilla ainsi que les trois îles Zafarines; les îles Alhucemas (qui regroupent le rocher d'Alhucemas, l'île de Terre et l'île de Mer), le rocher de Vélez de la Gomera et le *peñón* de Vélez de la Gomera, presque île qui n'est séparée du Maroc voisin que par les 85 mètres de sa frontière (ce qui en fait la plus petite frontière internationale mondiale).

Loin d'être d'aimables et d'anecdotiques vestiges du passé, cette dizaine de «petits Gibraltar», dans le cadre des conflits territoriaux, climatiques et migratoires, reste à surveiller tant ils se situent sur une ligne de fracture décidément riche en crises. **ALEXIS WALDORF**



Vidange Nettoyage
d'un grand collecteur,
vers 1920.

Seine: l'éternel défi de la dépollution

ROGER-VIOLETT

Fluctuat. Aux JO, les épreuves du triathlon ont relancé la polémique sur la « baignabilité » et la nocivité du fleuve.

Le 31 juillet, en pleins Jeux olympiques, la députée écologiste Sandrine Rousseau déclarait que, dans le passé « la Seine était [...] un égout à ciel ouvert » : « Vous tiriez la chasse, ça allait dans la Seine. » À l'écouter, rien n'aurait été fait jusqu'à une époque très récente. Or, le problème de l'évacuation des eaux usées s'est posé très tôt – quand Paris s'appelait encore Lutèce ! Un antique réseau d'évacuation des eaux usées reliait les thermes de Cluny à la Seine. Au Moyen Âge, eaux usées et déchets domestiques sont jetés dans les rues, dans les ruisseaux, dans la Seine. Un réseau d'égouts à ciel ouvert existe depuis le XII^e siècle, mais il reste embryonnaire et fonctionne mal.

Les microbes filent à l'anglaise

Jusqu'au XIX^e siècle, chaque immeuble parisien possède des fosses de vidange (85 000 en 1875 !). Elles finissent parfois dans la Seine, mais le plus souvent du côté de Montfaucon (les Buttes-Chaumont actuelles), où elles sont transpor-

tées par des vidangeurs professionnels pour constituer de vastes étangs puants. Sous Napoléon III, un réseau d'égouts est mis en place en 1854 grâce à l'ingénieur Eugène Belgrand. Problème : on n'en veut pas. Les vidangeurs sont contre, ainsi que les fabricants d'engrais, qui perdent leur matière première. De nombreux propriétaires d'immeuble refusent d'engager les frais pour se raccorder au tout-à-l'égout. Il faudra donc en passer par la loi. En 1894, le préfet Poubelle, célèbre inventeur des réceptacles à ordures qui portent son nom, rend le raccordement obligatoire. Au début, un tout-à-l'égout sauvage est pratiqué. La Seine est polluée gravement en aval. Comment l'éviter ? On pense d'abord à l'épandage agricole de terres lointaines de banlieue. Les Anglais inventent une solution plus efficace : le traitement des eaux par des agents microbiens dans des stations d'épuration, avant le rejet dans le fleuve. La France adopte l'idée. La station d'épuration d'Achères est construite à partir de 1939. Depuis lors, les eaux usées sont reversées dans le fleuve mais après traitement. Le dispositif comporte aujourd'hui six usines de dépollution. Cela fait donc plus de quatre-vingts ans que, quand on tire la chasse, « ça » ne va pas dans la Seine... ■

JEAN-FRANÇOIS MONDOT

L'« oasis noire » de Jordanie

Unesco. En juillet dernier, la cité antique d'Umm al-Jimal (*photo*), dans le nord de la Jordanie, près de la frontière syrienne, a rejoint la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Les plus anciennes constructions présentes sur le site remontent au I^{er} siècle de notre ère « lorsque cette zone faisait partie du royaume nabatéen », indique l'Unesco. Le village est ensuite occupé par les Romains, qui en font un centre agricole et commercial important. On peut y observer des inscriptions en grec, nabatéen, safaitique, latin et arabe, témoignant



JORDAN-HERITAGE-UNESCO/AFP

de l'influence de ces civilisations. Surnommée « oasis noire » en raison de la présence de roches volcaniques, Umm al-Jimal est le septième site historique du pays à recevoir cette attribution. ■ MÉLANIE

TUYSSUZIAN

Harris et ses prédécesseuses

Maison-Blanche. La candidate démocrate à l'élection présidentielle américaine n'est pas la première femme à briguer l'investiture suprême.

La candidature de Kamala Harris à la présidence des États-Unis en 2024 est historique. En deux cent cinquante ans d'histoire, elle est seulement la deuxième femme à porter les couleurs d'un des deux grands partis qui dominent la vie politique et, en cas de victoire, elle deviendra la première femme à présider le pays. La Constitution stipule que, pour être président, il faut être né citoyen ; un statut initialement dénié aux femmes. C'est pour remédier à cette injustice qu'une militante féministe, Victoria Woodhull (1838-1927), présente sa candidature à l'élection présidentielle de 1872 sous la bannière du Parti pour l'égalité des droits. Belva Ann Lockwood (1830-1917) lui emboîte le pas en 1884 et 1888 avec une formule choc : « Je ne peux pas voter mais on peut voter pour moi. » Elle n'est entendue que par 0,04 % des votants, mais cela n'arrête pas le combat des suffragettes, qui finissent par obtenir le droit de vote pour les femmes en 1919.

L'idée qu'une femme puisse être présidente ne fait cependant pas son chemin avant les années 1960, une période marquée par la lutte contre les discriminations. Des partis d'obédience communiste choisissent

des femmes pour candidater à cette fonction, qui plus est noires : en 1968, Charlene Mitchell (1930-2022 – *photo, 3*), une travailleuse sociale devenue une figure du communisme américain à l'international, puis en 1976 Margaret Wright (1921-1996), une ancienne membre des Black Panthers engagée dans l'action syndicale. Elles n'atteignent pas 0,1 % des voix en ces temps de guerre froide. Des femmes se portent également candidates pour obtenir l'investiture des deux grands partis. La républicaine Margaret

rare élus noirs de cette institution. Leurs campagnes sont perçues comme symboliques, à défaut de faire bouger les lignes. Il faut d'ailleurs attendre 1984 pour qu'un grand parti fasse d'une femme sa candidate à la vice-présidence du pays.

Plafond de verre

Geraldine Ferraro (1935-2011) est choisie par les démocrates en raison du combat pour l'égalité des femmes qu'elle mène depuis la Chambre des représentants. Cela ne permet pas de l'emporter face à Ronald Reagan, qui

FINE ART IMAGES/HERITAGE IMAGES/COLL. CHRISTOPHEL



1



2



3

ELIZABETH FRANTZ/REUTERS

Pionnières Avant Kamala Harris (3), Victoria Woodhull (1838-1927 – 1) s'est lancée dans la course à la présidentielle dès 1872. Un siècle plus tard, Shirley Chisholm (1924-2005 – 2) briguera l'investiture du camp démocrate.

Chase Smith (1897-1995) devient ainsi la première femme à participer à des primaires en 1964. C'est une politicienne aguerrie qui siège au Congrès depuis 1940. Elle est la première à avoir été élue à la Chambre des représentants et au Sénat. En 1972, une femme se présente à son tour chez les démocrates : Shirley Chisholm (1924-2005 – *photo, 2*). Elle est la première Noire à siéger au Congrès et une des membres fondateurs du Black Caucus, qui réunit les

est soutenu par les conservateurs. Ce n'est finalement qu'en 2016 qu'une femme est choisie comme candidate d'un parti majeur : Hillary Rodham Clinton (née en 1947). *First Lady* très politique pendant la présidence de son mari, Bill (elle a notamment porté la réforme de la santé), elle a ensuite gagné sa légitimité comme sénatrice puis comme secrétaire d'État. Malgré sa défaite face à Donald Trump, elle a brisé un plafond de verre. **HÉLÈNE HARTER**

Les baleiniers ont la dent dure

Écologie. L'arrestation d'un activiste luttant contre les baleiniers a mis en lumière cette pêche abusive, toujours active en dépit des interdictions.

Le 21 juillet dernier, le militant écologiste canadien Paul Watson a été arrêté au Groenland.

Connu pour ses coups de force contre les baleiniers nippons, le fondateur de l'ONG Sea Shepherd est visé par un mandat d'arrêt international émis par Tokyo, qui a demandé au Danemark son extradition afin que Watson réponde de deux incidents survenus dans l'Atlantique en 2010. Cette demande a causé une vague de protestations et d'indignation dans l'opinion internationale. Le Japon est l'un des derniers pays du globe, avec la Norvège et l'Islande, à pratiquer la chasse



ESTELLE RUIZ/HANS LUCAS

Mobilisation Paul Watson, fondateur de Sea Shepherd, une ONG qui défend depuis 1977 la faune marine, a été arrêté au Groenland le 21 juillet. Manifestation de soutien à Rennes, le 3 août.

commerciale à la baleine. Connue depuis la Préhistoire, celle-ci est prisée des pêcheurs basques, qui, à partir du XI^e siècle, s'élancent à la poursuite des baleines franches du golfe de Gascogne. Doté d'une chair caoutchouteuse mais riche, l'animal fournit également une huile très convoitée, utilisable comme combustible et lubrifiant. Margarine, savons, corsets et cordages comptent parmi les sous-produits de cette industrie très lucrative où rien

ne se perd, mais qui assèche les bassins de reproduction des cétacés: au XVI^e siècle, pêcheurs basques et bretons doivent s'aventurer jusqu'aux baies canadiennes pour en trouver. Dopée par l'industrialisation, la chasse aux cétacés s'intensifie au XIX^e siècle. De nouveaux moyens techniques – bateaux à vapeur, canons à harpon, navires usines – offrent aux baleiniers un rendement exponentiel: 1000 bêtes sont tuées par an en 1900; 20 000 à la veille de la Première Guerre mondiale. S'inquiétant des conséquences de la surpêche, la Commission baleinière internationale (CBI) voit le jour en 1946. Elle adopte en 1982 un moratoire interdisant la chasse à la baleine auquel plusieurs pays membres – dont la Russie, l'Islande et la Norvège – se sont opposés. Prétextant s'adonner à une pêche «scientifique», le Japon a fini par quitter la CBI en 2018. De nos jours, 1000 baleines sont encore harponnées chaque année. ■

NICOLAS MERA



P. GIORGI

Le long sommeil d'un prince de l'Adriatique

Fouilles. Célèbre pour ses plages, la ville italienne d'Ancône, sur la côte adriatique, séduit également les archéologues. En juillet dernier, des fouilles sur la nécropole de Corinaldo ont permis de découvrir une tombe princière datant du VII^e siècle avant notre ère, contenant plus de 150 objets. Les archéologues y ont décelé des objets en bronze ainsi qu'un somptueux char à deux roues. Vieux de plus de 2600 ans, le tombeau provenait des Piceni, un peuple qui vivait dans la région entre les IX^e et III^e siècles av. J.-C. Cette trouvaille pourrait apporter un nouvel éclairage sur cette civilisation. ■ M. T.

HEMINGWAY

“IL A FAIT DE SA VIE UN ROMAN,
DE SA FIN UNE INCROYABLE TRAGÉDIE”

■ Gérard de Cortanze

Il ne rêvait plus que
de paysages et de lions
au bord de la mer
roman

LES
DERNIERS
JOURS
D'ERNEST
HEMINGWAY

Avec son immense talent de conteur, Gérard de Cortanze nous fait partager la dernière année d'un géant. Séjours à Cuba, ultimes corridas, manipulations du FBI : magnifique et tragique comme jamais, Hemingway nous révèle ses derniers mystères.

